

Les crédits

me avion superspécialisé et que cet avion-là sera construit au Québec.» C'est ça le plat de lentilles.

Et je me souviens d'avoir vu des analyses au cours des années 1980 qui ont suivi où on constatait, selon les experts, que les promesses n'ont jamais été tenues. Donc, ou bien je ne comprends pas le représentant du Parti réformiste ou bien il n'est pas au courant—c'est son droit—mais j'espère qu'on n'entendra plus de semblables propos, comme si les Québécois étaient des capricieux, pour utiliser, encore une fois, les mots du député de Saint-Maurice.

Je voudrais faire une suggestion à mon cher collègue de Nanaïmo—Cowichan, responsable du recrutement au Québec pour le Parti réformiste: ce n'est pas en tenant des propos semblables que son affaire va bien aller quant à ses aspirations québécoises.

M. Ringma: Monsieur le Président, il est évident que je n'ai pas été clair lorsque je me suis exprimé en anglais parce que l'honorable député m'a mal compris ou il ne comprend pas la situation au sujet du F-18.

D'abord, il n'y a pas eu de promesses de fabriquer le F-18 au Québec, il allait être fabriqué aux États-Unis, et quelques pièces seraient fabriquées ici, au Canada. Le contrat dont j'ai parlé concernait seulement l'entretien de cet avion, et il a été gagné par la Bristol Aerospace, située à Winnipeg, qui avait l'affaire en main, mais le gouvernement a renchéri en disant, tel que l'a dit le député: Nous voulons encore donner quelque chose au Québec, peu importe si cela coûte des votes dans l'Ouest ou si les gens de l'Ouest sont contrariés. Cela ne fait rien, on accorde cela au Québec.

Alors, on a eu des buts politiques dans cette affaire, et cela doit arrêter au Canada.

M. Jean H. Leroux (Shefford): Monsieur le Président, je voudrais d'abord dire à mon collègue que c'est vrai, et nous le savons au Québec, qu'il y a des frustrations dans l'Ouest et que, dans l'Ouest, on a peut-être l'impression que le Québec reçoit plus que sa part. Mais j'aimerais rappeler au député que dans les grandes provinces, en population et en territoire, le Québec, actuellement, est sans aucun doute la province où il y a le plus de chômage, où il y a le plus de pauvres dans les villes. C'est un État, ou une province en tout cas, où il y a beaucoup de difficultés. Et je ne pense pas, moi, que le Québec demande plus que sa part, loin de là.

• (1145)

Il y a une chose qui a été oubliée et j'aimerais la rappeler à mon honorable collègue. C'est que si nous avons proposé, aujourd'hui, de parler de la reconversion militaire et si les députés du Bloc québécois parlent d'une façon plus précise du Québec, c'est qu'au Québec, il y a déjà un consensus entre la ville de Montréal, entre le gouvernement libéral du Québec, entre les centrales syndicales et le Conseil du patronat.

C'est que, voyez-vous, monsieur le Président, au Québec, ce dossier est avancé, donc il faut absolument trouver un moyen de reconverter cette industrie. Comme l'a mentionné mon collègue

d'Hochelaga—Maisonnette tout à l'heure, 11 000 emplois ont été perdus depuis 1988, sur un total de 57 000.

Donc, c'est désastreux, c'est catastrophique dans ce domaine-là. Le député du Parti réformiste ne nous a pas dit qu'on était en période de guerre, mais il semblait dire qu'il y a de la guerre partout; je pense qu'il faut quand même être sérieux et penser qu'il serait possible d'avoir la paix, et je pense qu'il est raisonnable aussi de dire qu'on est peut-être moins en danger qu'on ne l'était il y a 20 ans, que les besoins d'armement sont moins grands qu'il y a 20 ans.

Je trouve cela un peu déplorable que de penser qu'il faudrait continuer à s'armer. Donc, en terminant, je voudrais lui dire qu'il y a des frustrations dans l'Ouest, mais nous, du Bloc québécois, sommes bien au courant de cela et avons un projet pour l'avenir de ce territoire qu'est le Canada, pour régler une fois pour toutes ces frustrations—là, pour que, finalement, on ne soit plus ensemble en se tirant tout le temps, mais qu'on ait un système côte à côte, dans l'harmonie. C'est ce que nous souhaitons au Québec.

[Traduction]

M. Ringma: Monsieur le Président, je dirai comme le député, que nous voulons travailler côte à côte en harmonie, non seulement au Québec et dans tout le Canada, mais ailleurs dans le monde aussi.

Personne n'aime autant la paix qu'un militaire de carrière. Je peux l'affirmer parce que j'ai été dans l'armée 35 ans et j'ai vu les terribles ravages de la guerre. Choisissons la paix.

Cela étant dit, je regarde la planète, je regarde les deux Corée, le Viet Nam et le Cambodge, je vois le Sri Lanka et la situation des Tamouls par rapport au reste de l'Inde, je vois aussi le Cachemire, l'Afghanistan et le reste. Il n'y a pas un coin du monde où on peut dire qu'il y a la paix, parce que ce n'est pas vrai. La paix est indéniablement menacée. Mais le débat devient beaucoup trop philosophique.

[Français]

En ce qui touche la perte d'emplois, le chômage au Québec, on est conscients de ce fait, mais je me demande moi-même pourquoi est-ce qu'il y a plus de chômage là? Le Québec, pour moi, c'est un endroit où il y a tout ce qu'il faut: les gens intelligents, travailleurs, l'industrie, le fleuve, le transport, n'importe quoi, tout est là.

Alors, s'il y a plus de chômage là, je me demande si c'est, en partie, une question de politique.

M. Yves Rocheleau (Trois-Rivières): Monsieur le Président, je suis très heureux de participer, en tant que critique et de porte-parole de l'opposition en matière d'industrie, à ce débat suggéré par mon collègue que je veux saluer, mon collègue d'Hochelaga—Maisonnette, qui a présenté cette motion concernant la reconversion industrielle, motion que j'aimerais vous lire:

Que la Chambre blâme le gouvernement pour les délais inacceptables apportés dans la mise au point et l'implantation d'une véritable stratégie de reconversion des industries militaires à des applications civiles, laquelle permettrait de conserver et de créer de nouveaux emplois dans les domaines de haute technologie.